

CECOP

Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique

LES FRANÇAIS ET LES QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES : RETRAITES, DEPENDANCE, FISCALITE

L'enquête annuelle CECOP/CSA pour le Cercle des épargnants et Generali

Mars 2011

CECOP

S.A. au capital de 38.112,25 euros

Siège social : 15, rue d'Estrées - 75007 Paris

Bureaux et correspondance : 6, rue Joseph Bara 75006 Paris

Tél : 01 40 46 05 85 - e-mail : cecop.sondages@wanadoo.fr

RCS Paris B 415 278 092 00010

PRESENTATION

- ⇒ *A la demande du Cercle des épargnants, le Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (CECOP) a conçu et conduit une grande enquête sur les Français et les questions économiques et sociales, qui s'inscrit dans une série d'enquêtes annuelles.*
- ⇒ *Les interviews, confiées à l'institut CSA, ont été réalisées par téléphone les 21 et 22 février 2011.*
- ⇒ *L'enquête a été conduite auprès d'un échantillon national représentatif de 1005 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.*

1- Crise économique et inquiétudes sociales s'enracinent dans l'opinion ; le financement des retraites n'apparaît pas réglé malgré la réforme de 2010

La majorité absolue des Français restent inquiets quant à l'avenir de leur propre retraite.

<i>Vous personnellement, quand vous pensez à votre retraite, êtes-vous :</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2010→2011
Confiant	18%	19%	26%	19%	20%	25%	+5
Inquiet	61%	64%	61%	59%	61%	57%	-4
Ni confiant, ni inquiet	21%	16%	11%	21%	17%	17%	

Signe que le problème de la retraite demeure, la question du financement des retraites est de loin la première préoccupation sociale des interviewés.

<i>Sur quel sujet, selon vous, faut-il en priorité assurer son financement pour les prochaines années ? En première réponse ? Et en deuxième réponse ?</i>	2011	
	En premier	Premier + deuxième réponses
- Les retraites	38%	61%
- L'assurance maladie	17%	37%
- L'aide au logement	14%	25%
- La dépendance	9%	19%
- Les complémentaires santé	6%	18%
- Le RSA et l'aide sociale	8%	17%
- Les allocations chômage	5%	15%

La crise pousse à l'épargne de précaution

La crise économique continue de susciter de grandes inquiétudes au point de pousser les Français à vouloir cette année augmenter leur épargne de précaution. Parallèlement, la proportion de ceux qui s'approprient à puiser dans leur épargne « pour consommer » augmente de cinq points.

<i>Durant cette année, comptez-vous :</i>	2009	2010	2011	2010→2011
- Epargner davantage par précaution	27%	23%	35%	+12
- Puiser dans votre épargne pour soutenir votre consommation	16%	14%	19%	
- Ni l'un, ni l'autre	55%	62%	44%	

Le repli sur l'épargne de précaution est sensible auprès des non-retraités, alors qu'il reste contenu parmi les retraités. **Il y a là l'indication d'une pression forte sur la population des actifs.**

Envisage d'épargner par précaution	2010	2011	2010→2011
<i>Ensemble</i>	23%	35%	+12
SITUATION FACE A LA RETRAITE			
- Est à la retraite	13%	18%	+ 5
- Actif non retraité	27%	41%	+14
- Inactif non retraité	26%	37%	+11

Avec la crise économique, c'est autour de l'épargne que s'organisent aujourd'hui les reclassements des comportements économiques.

La réforme des retraites a été d'autant plus mal vécue qu'elle paraît désormais irréversible

Alors qu'à l'approche de la réforme de 2010, une nette majorité du public considérait que le report de l'âge légal de la retraite était nécessaire, les Français sont désormais partagés au lendemain de l'entrée en vigueur de la réforme. Avec un clivage politique marqué :

<i>Avec le recul, estimez-vous que le report de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans était une mesure nécessaire à prendre ou pas nécessaire ?</i>	2011	PREFERENCE PARTISANE		
		Gauche	Droite	Sans préférence partisane
- Nécessaire	48%	32%	75%	44%
- Pas nécessaire	48%	64%	22%	50%

La réforme a été vécue d'autant plus douloureusement qu'elle paraît irréversible, y compris parmi les sympathisants de gauche.

<i>Croyez-vous que si la gauche arrive au pouvoir en 2012, elle rétablira l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans ?</i>	2011	PREFERENCE PARTISANE		
		Gauche	Droite	Sans préférence partisane
- Oui, elle le rétablira	27%	35%	23%	19%
- Non, elle ne le rétablira pas	62%	57%	72%	55%

L'effort pour préparer sa retraite reste un des deux principaux moteurs de l'épargne

<i>Personnellement, qu'est-ce qui vous pousse à épargner ?</i>	2010	2011	2010→2011
1. Le financement d'une aide à des membres de la famille	29%	37%	+8
2. La préparation de la retraite	25%	30%	+5
3. La perspective d'une situation de dépendance dans la grande vieillesse	NP	19%	
4. Le désir de faire un achat immobilier	16%	18%	
5. La crainte de problèmes de santé	19%	16%	
6. La volonté de se constituer un patrimoine	18%	13%	
7. La crainte du chômage	10%	12%	

Néanmoins, le recours à l'épargne pour préparer sa retraite apparaît moins régulier et semble se faire plus par à coups.

<i>Personnellement, épargnez-vous (ou avez-vous épargné) en vue de financer votre retraite ?</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2010→2011
Oui	51%	49%	54%	59%	53%	54%	
- Oui, très régulièrement	22%	21%	21%	21%	19%	16%	-3
- Oui, par versement annuels	7%	6%	7%	7%	7%	6%	-1
- Oui, quand c'est possible	22%	22%	26%	31%	27%	32%	+5
- Non	49%	50%	45%	40%	46%	45%	

Concernant les intentions d'épargne retraite, on ne relève pas plus de logique sociale qu'en ce qui concerne l'épargne de précaution. Elle est la résultante d'inquiétudes tous azimuts et non pas circonscrites.

Les Français favorables non sans ambiguïtés à une réforme systémique des retraites

Pour les futures réformes du système des retraites en France, un système « à la scandinave », tenant compte à la fois de la carrière et de l'espérance de vie des catégories professionnelles dans le calcul des pensions, obtient les faveurs du public.

<i>A l'avenir, quel système de retraite préféreriez-vous ?</i>	2011
- Un système qui tienne compte de la carrière menée par chacun et de l'espérance de vie de sa catégorie socio-professionnelle	59%
- Le maintien du système actuel en ajustant si nécessaire l'âge légal de départ à la retraite et la durée de cotisation	37%

Ce système offre une perspective consensuelle pour un débat habituellement très clivé politiquement, chacun espérant sans doute en retirer un bénéfice.

PREFERENCE PARTISANE	Un système qui tienne compte de la carrière de chacun	Le maintien du système actuel en l'ajustant
- Gauche	61%	36%
- Droite modérée	50%	45%
- Sans préférence partisane	60%	34%

Le soutien du public à un système prévoyant la prise en compte des carrières individuelles et des situations socio-professionnelles des branches d'activités est largement soutenu, bien que (ou parce que) méconnu. Cependant, il offre des bases d'apaisement du débat public sur une future réforme des retraites.

2- La dépendance : une priorité circonscrite aux plus âgés ; pour son financement, le système assurantiel privilégié

La dépendance ne constitue pas une forte priorité du public en matière de financement social (citée à hauteur de 19% contre 61% pour les retraites). Néanmoins, la dépendance est la seconde priorité des plus âgés.

<i>Sur quel sujet, selon vous, faut-il en priorité assurer son financement pour les prochaines années ? Première + deuxième réponse</i>	2011
1. - Les retraites	61%
2. - L'assurance maladie	37%
3. - L'aide au logement	25%
4. - La dépendance	19%
5. - Les complémentaires santé	18%
6. - Le RSA et l'aide sociale	17%
7. - Les allocations chômage	15%

Les plus préoccupés par la dépendance
Plus de 65 ans (2 ^{ème} rang, 36%) Retraités (3 ^{ème} rang, 31%) Nettement plus citée comme priorité à droite (29%) qu'à gauche (17%)

Par ailleurs, la dépendance se situe en 3^{ème} position (sur une liste de 7 sujets) parmi les motivations d'épargne. Surtout, la dépendance est la première motivation d'épargne des retraités.

<i>Personnellement, qu'est-ce qui vous pousse à épargner ?</i>	2011
1. Le financement d'une aide à des membres de la famille	37%
2. La préparation de la retraite	30%
3. La perspective d'une situation de dépendance dans la grande vieillesse	19%

Pour l'opinion publique, le recours à un système assurantiel pour financer la dépendance s'impose

Pour financer la dépendance, les préférences des Français vont pour l'essentiel à un système d'assurances.

En revanche, le public est divisé entre un système fondé sur le volontariat (34%) et un système obligatoire (31%). **La hausse des cotisations sociales comme la hausse de la CSG sont des solutions rejetées.**

<i>Selon vous, le financement de la dépendance (c'est-à-dire la prise en charge complète des personnes dans leur vie quotidienne) devrait-il reposer sur :</i>	2011
Un système d'assurances volontaires (avec une aide pour les plus modestes)	34%
Un système d'assurances obligatoires (avec une aide pour les plus modestes)	31%
La suppression d'une journée de RTT avec une majoration de la contribution de solidarité autonomie	23%
Une hausse des cotisations sociales	11%
Un prélèvement sur le montant de la succession correspondant aux dépenses engagées par la collectivité	11%
Une hausse de la CSG	7%

Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, les plus aisés penchent davantage pour un système d'assurance volontaire tandis que les plus modestes sont partagés, penchant légèrement en faveur d'un système d'assurance obligatoire.

PROFESSION DE L'INTERVIEWE	Assurances volontaires	Assurances obligatoires
- Cadre sup, prof intellectuelle sup.	42%	36%
- Profession intermédiaire	36%	29%
- Employé	34%	36%
- Ouvrier	30%	32%

Rien à ce stade ne permet de départager le public entre un système par assurance volontaire ou obligatoire pour financer la dépendance. Mais le fait majeur réside bien dans l'acceptation d'un système assurantiel.

En vue de financer sa dépendance, un Français sur cinq se déclare « certainement prêt » à souscrire à une assurance volontaire ou à transformer un contrat d'assurance-vie

Une majorité de Français se dit prête à envisager de souscrire à une assurance volontaire pour faire face à une situation de dépendance ou à convertir un contrat d'assurance vie ou un PERP en assurance dépendance. La proportion des plus motivés (ceux qui seraient certainement prêts à le faire) est de l'ordre de un sur cinq. Ce qui est un score tout à fait significatif.

<i>Pour faire face à la dépendance pour vous-même ou votre conjoint, seriez-vous ou non prêt à :</i>		
	Souscrire une assurance volontaire	Convertir un contrat d'assurance-vie classique ou un PERP en assurance dépendance
Oui	53%	49%
- Oui, certainement	22%	19%
- Oui, probablement	31%	30%
Non	45%	44%

Les catégories les mieux disposés en faveur du recours aux assurances dépendance sont avant tout les épargnants actuels. Ceux qui par exemple épargnent déjà pour leur retraite (27% seraient certainement prêts à souscrire à une assurance volontaire).

3-Les enjeux de la réforme de la fiscalité du patrimoine : disparition du bouclier fiscal sans suppression totale de l'ISF et sans modification de la fiscalité de l'assurance-vie

Le public se prononce très nettement en faveur de la suppression du bouclier fiscal : 62% des Français le souhaitent. Aussi nettement, 70% des Français se montrent hostiles à la suppression de l'ISF.

PREFERENCE PARTISANE	Favorable à la suppression du bouclier fiscal	Hostile à la suppression de l'ISF
Ensemble	62%	70%
- Gauche	60%	77%
- Droite modérée	72%	68%
- Sans préférence partisane	49%	54%

Pour compenser un allègement de l'ISF, la préférence du public va au relèvement de l'impôt sur le revenu pour les « très hauts revenus » et exclut l'alourdissement de la fiscalité sur l'assurance-vie

<i>Pour compenser un éventuel allègement de l'impôt sur la fortune (ISF), qu'est-ce qui vous paraîtrait le plus adapté ?</i>	2011
- Porter le taux maximum de l'impôt sur le revenu pour les très hauts revenus à 45 % au lieu de 41% actuellement	41%
- Imposer les plus-values immobilières sur la vente des résidences principales quand leur valeur est supérieure à 1,2 million d'euros	26%
- Augmenter le taux d'imposition sur la vente des valeurs mobilières comme les actions	19%
- Alourdir la fiscalité sur les contrats d'assurance-vie faiblement investis en actions	6%

En matière d'assurance-vie, les Français -dont 42 % possèdent un contrat- sont pour le statu quo fiscal.

CONCLUSIONS

Après l'adoption de la réforme des retraites en 2010 et dans un contexte économique incertain, les Français sont enclins à vouloir accroître leur effort d'épargne de précaution. La retraite demeure un des principaux sujets d'inquiétude bien avant la question de la dépendance. A travers cette étude, l'immobilier, le Livret A et l'assurance-vie sont confortée comme placements privilégiés des Français.

1. la réforme de la taxation du patrimoine, pas de remise en cause de l'ISF, de la résidence principale et de l'assurance-vie

- La suppression du bouclier fiscal est demandée à la différence de celle de l'ISF. Cet impôt qui n'est acquitté que par 560 000 contribuables reste un symbole.
- La réforme de la taxation du patrimoine qui ne concerne qu'un nombre réduit de Français ne doit pas aboutir selon les sondés à un alourdissement de la fiscalité pesant sur l'immobilier et sur l'assurance-vie (seuls 6 % des interviewés sont favorables à un durcissement de la fiscalité des contrats d'assurance-vie).

2. la réforme des retraites, un travail de pédagogie demeure indispensable

- Les Français sont sans illusion sur un retour de l'âge légal à 60 ans sans pour autant en accepter totalement le principe
- L'idée de réforme systémique avec la prise en compte de l'espérance de vie recueille un large assentiment
- L'épargne retraite même si l'effort en la matière devient plus irrégulier est jugée comme une des principales solutions pour maintenir son niveau de vie au moment de la cessation d'activité

3. Sur la dépendance, le recours à un système assurantiel face à un problème spécifique est admis par l'opinion publique

- La dépendance n'est pas au cœur des priorités actuelles des Français, les plus préoccupés sont logiquement les retraités
- Pour le financement de la dépendance, le système assurantiel, qu'il soit volontaire ou obligatoire, s'impose dans l'opinion.